

question du jour

Fallait-il autant augmenter les pensions de retraite ?



François Écalle
Ancien magistrat à la Cour des comptes, fondateur de Fipeco, site spécialisé sur les finances publiques
(Source photo : François Écalle)

Cette revalorisation coûtera 14 milliards d'euros

Il fallait revaloriser les retraites de base. Mais fallait-il le faire à hauteur de 5,3 %, ce qui...



Luc Rouban
Directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)
(Source photo : Hannah Assouline)

Les calculs économiques ne suffisent pas toujours électoralement

Sur un corps électoral de 48 millions de personnes, les 17 millions de retraités représentent une réalité d'autant moins négligée...

Le gouvernement a choisi d'augmenter de 5,3 % la pension de retraite de base versée à partir de février.

Ce choix d'une revalorisation supérieure

celle de Nicolas Dupont-Aignan. Soit 32 % aussi, contre 14 % pour celle des LR. L'équation classique qui veut que les retraités

d'un ou de deux points par rapport à l'inflation. En effet, la France doit réduire son déficit public, mais le gouvernement rencontre les plus grandes difficultés pour trouver des économies. Or, les retraites représentent un quart des dépenses publiques. La revalorisation du 1^{er} janvier va coûter 14 milliards d'euros en 2024, si on s'en tient au régime de base. Sous-indexer d'un point aurait permis d'économiser 2,7 milliards.

Après la réforme des retraites qui touche les actifs et qui, selon le gouvernement, a permis d'économiser 10 milliards d'euros, il aurait été cohérent de demander un effort aux retraités qui ont, en moyenne, un niveau de vie légèrement plus élevé que l'ensemble de la population, de l'ordre de 2 ou 3%. Toutefois, selon les projections du Conseil d'orientation des retraites, cette différence ne devrait pas perdurer: les retraités seront dépassés par les actifs dont le salaire réel, c'est-à-dire corrigé des effets de l'inflation, augmentera plus vite. Il n'empêche, en Europe, la France avec l'Italie fait office d'exception. Partout ailleurs, les retraités vivent moins bien que les actifs. Les retraités français bénéficient notamment des revenus de leur épargne. Évidemment, derrière ce constat général se cachent de fortes disparités: certains retraités ne vivent que de leur pension, ou perçoivent le minimum vital.

augmentation selon l'inflation. Il aurait pu en faire de même cette année: la difficulté aurait été alors de savoir où placer le curseur.

L'exécutif aurait dû passer par le Parlement pour avaliser cette entorse à la règle.

est crique par plusieurs économistes qui y voient un manque à gagner pour l'investissement ou un geste politique avant les élections européennes de juin 2024.

même si leur participation tend à reculer. Ils suivent beaucoup plus le débat politique et ce sont aussi ceux qui ont la culture politique la plus étendue: les enquêtes que nous menons sur la connaissance des institutions montrent que les retraités, les moins diplômés se classent mieux que les teneurs des plus diplômés. C'est un groupe d'autant plus important que les retraités sont en croissance démographique. Électoralement, on a longtemps considéré en science politique que les retraités étaient plutôt des électeurs de la droite modérée, proches de l'UDI et de l'UMP (Les Républicains aujourd'hui) et beaucoup moins du Front national (Rassemblement national). En 2022, les retraités figuraient parmi les soutiens les plus importants d'Emmanuel Macron et ils étaient les seuls à défendre la réforme des retraites. Mais les choses changent, et c'est un grand problème pour le président de la République et son entourage politique.

Dans nos enquêtes, nous voyons comment les différents candidats de la droite radicale - Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Eric Zemmour - progressent chez les retraités. Ils rassemblaient 15% des votes des plus de 65 ans en 2012, 20% en 2017 et 22% en 2022. Pour les prochaines élections européennes, le dernier sondage Ifop-Fiducial-Sud Radio de décembre 2023 donne, toujours chez les retraités, 32% pour la liste Renaissance, mais 22% pour le RN, 6% pour une liste conduite par Marion Maréchal et 4% pour

Ce basculement s'explique quand on regarde les priorités politiques des plus de 65 ans: l'immigration, la sécurité et la protection sociale arrivent en tête, alors que les 18-34 ans mettent d'abord en avant le pouvoir d'achat ou l'égalité. Or, ces priorités des plus de 65 ans corres-

Les candidats de la droite radicale progressent chez les retraités.

pondent justement à l'évolution du programme du Rassemblement national qui, pour être plus social, a transformé son offre politique en tournant le dos au néolibéralisme de petits commerçants porté par Jean-Marie Le Pen. On comprend dès lors mieux les choix d'Emmanuel Macron avec la loi sur l'immigration ou la revalorisation des retraites. Mais il faut faire attention: les calculs économiques ne suffisent pas toujours électoralement. La qualité de vie, l'environnement, le contexte du quartier, les problèmes de transport, le sentiment d'isolement: ces éléments influent sur le sentiment de se sentir en périphérie de la société française. Le classement subjectif, par rapport à la position qu'on se donne dans la société et au sentiment d'avoir réussi, joue de façon bien plus importante sur le vote.

Recueilli par Nicolas Sentéze